



Editorial : Un été sous ciel d'orage

Sommaire N° 26-27 (2018)

du 9 juillet au 2 septembre 2018

Editorial

Un été sous ciel d'orage

Diplomatie

Œil pour œil, Trump pour Trump

Monde de l'entreprise

« Le Marché », nouveau pari connecté de Carrefour

Politique

Anti-corruption - La quadrature du cercle

Société

De l'avortement « conseillé » à « interdit » ?

Vins et spiritueux

Scoumoune dans le Bordelais

Transports

Y a-t-il un pilote dans le métro ?

Transports

Yangshan, port fantôme

Petit Peuple

Everest - Xia Boyu, trompe-la-mort (2ème partie)

Rendez-vous

Semaines du 9 juillet au 2 septembre 2018

À 57 ans, **Wang Jian**, co-fondateur du groupe **HNA**, décédait en Provence le 4 juillet d'une chute probablement accidentelle, en marge d'un voyage d'affaires—HNA étant actionnaire d'**Aigle-Azur** le transporteur low-cost, et de **Pierre et Vacances**, le leader des résidences de loisirs. Ce décès frappe un HNA déjà en crise : comme [l'assureur Anbang](#), le bâtisseur **Wanda** et d'autres consortia privés, il doit réduire d'urgence sa dette (90 milliards de \$), suite sa mise au ban du crédit par un gouvernement chinois soucieux de maintenir la présence du secteur public.

Wang Jian, chevalier d'industrie, ne s'est pas suicidé, mais d'autres l'ont fait – le plus souvent dans l'administration. C'était le cas en mars de Li Jing, directeur d'un hôpital militaire à Xi'an, en mai Yin Jinbao, président d'une banque à Tianjin. En 2013, un rapport interne de la CCID, police du Parti, estimait à plus de 1000 le nombre des hauts cadres s'étant donné la mort, à 6000 les « portés-disparus », à 8000 ceux s'étant sauvés à l'étranger – dont la moitié étaient rapatriés de force 5 ans plus tard. Tous ces actes révèlent un stress des décideurs, sous le feu des campagnes « *anti-corruption* », « *loyauté des cadres* », « *anti-fuite des capitaux* ».

La tension est exacerbée par le défi lancé par le Président **Trump** à l'Empire du Milieu. Les plans chinois d'avenir s'en trouvent altérés, tel le concept planétaire **BRI** (Belt & Road Initiative). De janvier à mai, la Chine ne signait que pour 36,2 milliards de contrats extérieurs, 6% de moins que 12 mois plus tôt. Les temps sont incertains : Pékin est paralysé, devant s'assurer que ses projets feront sens, pour ses firmes et les pays partenaires.

La tension n'est pas cantonnée aux sphères décisionnelles, mais aussi dans la rue : les vétérans sortent dénoncer leurs retraites de misère, les jeunes manifestent à Hong Kong pour leur liberté, les grutiers débraient en mai, les camionneurs en juin... Tous expriment

une certaine peur de l'avenir.

Dans l'ombre, la **fuite des capitaux** reprend, forçant l'Etat à réagir. Le 3 juillet, sur ordre central, les grandes banques « *swappent* » des masses de yuans du marché intérieur pour les revendre en dollars au marché spot et stopper **l'érosion du RMB** à 6,7204 - le plus bas taux depuis août 2017. C'est bien sûr le [spectre des sanctions américaines](#) qui hante, depuis leur entrée en vigueur le 6 juillet. Les media doivent appeler les agioteurs au calme, contre toute « *surréaction irrationnelle* » !

Que peut faire Pékin pour contrer ces taxes américaines, et leur surenchère qui ne laissera aucun bord indemne ? La Chine, pour l'instant, tente de jouer la bonne élève du libéralisme multilatéral. Elle promet de protéger sur son sol comme elle pourra les groupes étrangers des sanctions américaines. Elle divise par deux la liste des secteurs fermés aux étrangers en zones de libre-échange : les domaines agricoles, miniers, culturels et services télécoms à valeur ajoutée leur sont désormais ouverts. Elle éradique ou allège des milliers de positions tarifaires - **Zhong Shan**, ministre du Commerce promettait (2 juillet) d'« *élargir substantiellement* » l'accès du capital étranger au marché. Elle autorise désormais la propriété étrangère complète des stations-services, au profit de groupes tel **BP** qui en gère déjà 740 et veut en bâtir 1000 autres. Dans le secteur bancaire, toute restriction disparaîtra en 2021. ...

Tout cela est peu de chose par rapport aux deux questions d'avenir :

- une fois les salves réciproques de rétorsions et contre-rétorsions émises, **Chine et USA** vont-ils trouver un compromis ? La Chine le croit encore.

- et **l'Union Européenne** peut-elle relayer les Etats-Unis comme partenaire privilégié ? C'est pour l'instant incertain, faute d'unité européenne, et de vision politique de part et d'autre. Mais à l'évidence, l'occasion est là, chance unique, à prendre.

Diplomatie : Œil pour œil, Trump pour Trump



Le 6 juillet, les taxes dont D. Trump menaçait la Chine ont pris effet : des centaines de produits *made in China* seront taxés à 25% pour un total de 34 milliards de dollars. 16 milliards de marché suivront 8 jours plus tard. Ces sanctions résultent des conclusions d'une enquête au titre de l'article 301 du règlement commercial fédéral : la Chine « vole » les secrets industriels américains, ou contraint les groupes US à les lui céder.

La liste frappe divers produits de base, biens d'équipement, pièces auto et pneus dont la Chine exportait aux USA un total de 11 milliards de \$ en 2017. Notoirement, 46% de ces biens « chinois » sont produits par des firmes expatriées et 20% par des américaines. Pékin conclut donc que Trump « se tire une balle dans le pied ». La liste évite tout de même les produits de consommation courante, dont l'enchérissement indisposerait les électeurs de Trump.

La Chine répond par la loi du Talion : deux séries de taxes pour un montant de 50 milliards de \$ sont prêtes, la première d'application immédiate, taillée sur mesure contre l'électorat conservateur du Middle-West : soja, agrumes, maïs, bœuf, porc, poulet « *grown in USA* ».

En face, la Chine pare comme elle peut, avec des attitudes parfois incohérentes. D'une part, elle tente d'amollir Washington en signalant que ses **exportations** ont baissé de 23,8% en un an. D'autre part, elle tente de le punir en décourageant ses **touristes** de visiter ce pays « où l'insécurité est forte et la santé chère ». Elle met en quarantaine les contingents de fruits américains, les laissant pourrir.

Mais sa faiblesse, c'est le **dollar**, dont elle

est le plus gros détenteur extérieur avec 1190 milliards en bons du trésor. De plus, son yuan ne compte que pour 1,16% des paiements internationaux contre 42,7% au dollar. Aussi l'attaque américaine fait tout de suite mal : en **bourse** de Shanghai depuis janvier, la liste des investisseurs étrangers stagne à 287 groupes, dont pas une seule nouvelle compagnie américaine.

Le sort des consortia publics chinois aux Etats-Unis est tout sauf assuré. Après avoir réglé au fisc de l'oncle Sam 1,4 milliard d'amende pour fraude, **ZTE** l'**équipementier des télécoms** recouvre le droit de commander des pièces aux USA, mais pour un mois seulement, jusqu'au 30 juillet. Pour après, rien n'est dit, et le Congrès pourrait révoquer le deal ! Quant à **China Mobile**, premier opérateur de la planète, il se voit interdire l'établissement aux USA : « *trop dangereux* », car firme d'Etat, douteuse donc sous l'angle de la sécurité de ses réseaux.

Pour gérer l'agression potentiellement catastrophique, l'équipe de Xi Jinping s'est doté d'un Comité de Stabilisation et de Développement financier, qui tenait le 4 juillet sa réunion fondatrice. Détail rarissime : pour contrer toute accusation d'opacité, il publiait *in extenso* la liste de ses membres, tous du plus haut niveau. Auprès de **Liu He** le « pape » de l'économie chinoise (*ayant supplanté en ce rôle Li Keqiang le 1er ministre*), siège **Ding Xuedong** pour le Conseil d'Etat, **Guo Shuqing** patron des banques et assurances, **Liu Shiyu** de la tutelle boursière, **Pan Gongsheng** de la SAFE (devises), **Han Wenxiu** de la Commission des affaires économiques et sociales, **Lian Weiliang** de la NDRC et **Liu Wei**, vice-ministre des finances.

Pour tenter de redonner confiance au marché désarçonné, le Comité affichait sa certitude de pouvoir piloter le navire au-delà des écueils et se targuait aussi d'avoir maté « *l'expansion barbare de quelques institutions* », allusion aux consortia privés (Anbang, HNA) que Xi sèvre de crédit afin de rétablir la présence des monopoles publics. On est loin d'un recul d'intervention de l'Etat dans l'économie. Pourtant c'est ce que

Trump et l'Europe attendent pour retrouver confiance en leur partenaire !

La suite du conflit ne pourra désormais être que l'escalade. Trump prévient : une fois lancées ces contre-rétorsions chinoises (le 6 juillet), deux nouveaux trains de sanctions américaines s'ébranleront, de 200 et 300 milliards de \$ - volume énorme, proche du total des exportations chinoises vers le nouveau monde ! Cette phase imminente, Trump la justifie d'une boutade : « *L'Empire du Milieu s'est refait une santé sur le dos de l'Amérique, en lui volant 500 milliards de \$ par an* »...

Conclusion d'**Eswar Prasad**, de la Cornell University, « *nul ne peut désormais douter que les menaces tarifaires de Trump doivent être prises avec le plus grand sérieux par les partenaires* » chinois. Elles mettent un terme historique à 25 ans d'intégration des deux économies et même si elles sont suspendues par la suite, elles marqueront une rupture.

Et l'**Union Européenne** dans cette crise sans précédent ? La Chine l'approche, pour lui demander son soutien, dans une contre-attaque coordonnée. Mais Bruxelles, de façon un peu surprenante, se défasse avec une fermeté inhabituelle. « *La Chine nous a dit ce qu'elle attendait de nous, et nous lui avons répondu que nous ne le ferions pas* » déclarait un diplomate. En effet, elle partage à 90% les griefs de Trump - et s'il l'avait bien voulu, c'est derrière lui, en une plainte à l'OMC contre la Chine, que les Etats membres de l'UE se seraient rangés. De plus, les Européens se soucient de l'action chinoise de lobby sur leur flanc oriental, avec les 6 et 7 juillet à Sofia (Bulgarie) ce **Sommet « 16+1 »** entre Chine et 16 Etats d'Europe de l'Est, dont 11 membres de l'UE.

Pékin tente de rassurer, mais Bruxelles n'y croit pas—pas plus qu'à une volonté chinoise de créer un changement systémique dans ses relations commerciales avec le Vieux continent.

Autant dire que le sommet Chine-UE à Pékin le 16 et 17 juillet, s'annonce plus que difficile, quasi une « *mission impossible* » pour la partie organisatrice.

Monde de l'entreprise : « Le Marché », nouveau pari connecté de Carrefour



Le 20 mai, Carrefour inaugurerait à Shanghai « Le marché », la première déclinaison d'un nouveau concept, et réponse au défi lancé par les géants du e-commerce. Dans ses travées, caméras et écrans font parfois penser plus à la science-fiction qu'à une succursale de grande distribution.

Tianshan, site du magasin, n'a pas été choisi par hasard mais pour sa capacité à faire converger plusieurs types de clientèles physiques, au-delà des clients digitaux qui commandent via leurs smartphones.

Etabli au bas d'une tour de bureaux, « Le Marché » attire les 2000 employés qui viennent y faire leurs courses ou y déjeuner. Il attire aussi la clientèle des grands-parents du quartier, avec leurs petits-enfants. Le rayon jouets est là pour eux : au cours des emplettes, ces riverains grisonnants résistent rarement au plaisir d'offrir au petit empereur qui une poupée, qui une figurine de son héros préféré... Enfin, 30% des clients physiques viennent en voiture, profitant du parking sous-terrain.

Thierry Garnier le CEO de Carrefour Chine, commente : « tous ces clients sont attirés par la nouvelle 'shopping experience' », combinant achats, ludique et restauration. Pour rendre l'espace plus convivial, l'architecte l'a diminué de moitié, à 4000m² au lieu des 6000 à 8000m² d'une surface classique. Le nombre d'articles est aussi réduit (6000 références), mais de qualité souvent supérieure. Le rayon frais est largement fourni : poissons de mer, araignées de mer sur lits de glace. Pour la « french touch », pains, viennoiseries et gâteaux français sont là, près du café. À côté, l'espace **restauration** l'espace

restauration permet au client de remettre au cuisinier ses achats crus : dix minutes plus tard, il peut les déguster sur place. A table !

Ce premier « Le marché » (en attendant celui de Shenzhen, prévu pour l'automne) révèle le lien étroit de Carrefour-Chine avec Tencent, n°2 de l'internet. La tour qui l'abrite, est le siège de Meituan Waimai, n°2 de la livraison de repas, filiale Tencent.

En décembre 2017, Tencent acquérait pour 636 millions de \$, 5% des supermarchés Yonghui, qui entraînent au capital de Carrefour-Chine. Sous la houlette de Tencent, les deux maisons devaient fusionner leurs 820 hypermarchés pour devenir ensemble n°2 national. Six mois plus tard, « Carrefour garde son autonomie », précise T. Garnier. Mais les technologies digitales du groupe sont développées avec Tencent :

- Les « big data » s'échangent, issues des centaines de millions d'utilisateurs de Tencent (WeChat, QQ) et des 30 millions de clients de Carrefour via leurs cartes de fidélité. Ces données privées reflètent leurs goûts et leurs habitudes, à partir de leurs achats. Cette connaissance permet à Carrefour de personnaliser les publicités qu'il lui adresse sur son smartphone : vins fins pour l'un, produits de beauté pour l'autre.

- Avec une offre spécifique pour chacun de ses magasins, le mini-programme « Carrefour » sur WeChat permet de générer du trafic. Grâce à cet outil, Carrefour constate une hausse constante de ses commandes digitales. « Le marché en reçoit 650 par jour, déclare Sun Yibo, le directeur du magasin. « Par rapport à notre plus grand magasin à Pékin, qui en reçoit 2300, c'est peu, mais les chiffres augmentent tous les jours ».

- Fruit de la recherche Tencent, le paiement peut se faire en rayon directement en scannant l'article, ou bien à la fin des courses, en caisse. Là, il peut se faire par une multitude de moyens : carte bancaire, argent liquide, ou via son smartphone, par WeChat Pay ou Alipay le système concurrent.

- Un crédit à la consommation est proposé par les services financiers de Tencent—les mauvais payeurs vont sur une liste noire unique ;

- Des nouveaux formats (de magasins ou de services) sont conçus et testés en commun.

- Des applications de reconnaissance faciale ou vocale sont étudiées, compatibles au réseau Alexa d'Amazon.

- Les données digitales de Carrefour peuvent être sauvegardées sur le réseau « cloud » de Tencent...

On assiste donc à une interconnexion systématique entre e-commerce et grande distribution traditionnelle. Elle se retrouve partout en Chine, entre **Alibaba** et **Auchan** (sous la bannière de **Sun Art**), **JD.com** et **Walmart**—pour les mêmes raisons. Depuis 5 ans, la grande distribution classique recule devant le digital : Carrefour a régressé en Chine de 6,6% au premier trimestre 2018, grignoté par le commerce en ligne, qui peut livrer en quelques heures gratuitement par tricycle ou (déjà) drone. Mais le e-commerce se heurte à une résistance dans l'alimentaire : le client veut pouvoir vérifier visuellement la fraîcheur des produits qu'il achète. Pour briser la méfiance, [Alibaba a créé en 2016 sa chaîne Hema Fresh, 1er magasin phygital \(physique et digital\), suivi en janvier 2018 par JD.com avec ses 7Fresh, puis par Carrefour avec « Le Marché ».](#)

On voit donc une nuance dans l'approche entre « Le Marché » et ses aînés du « phygital », Hema Fresh et 7Fresh. Hema revendique déjà 50% de commandes à distance (avec un objectif à 90%), et met une priorité sur l'alimentaire frais, cru ou transformé, à consommer sur place ou bien livré. « Le Marché » préfère une approche plus équilibrée, laissant coexister les deux branches de la distribution classique, nourriture (fraîche) et non-alimentaire.

Derrière toutes ces expériences, se profilent autant de paris. Tous ne seront pas gagnants. Mais ce qui en ressort, est un mode de vie futur, applicable ici en Chine, mais probablement aussi à l'ensemble du monde urbain de demain.

Politique : Anti-corruption - La quadrature du cercle



[Par Alex Payette, analyste politique*](#)

Au 18^{ème} Congrès de 2012, la CCID, police interne du Parti et son organe anti-corruption, passa aux mains de **Wang Qishan**, bras droit du Président Xi Jinping. Elle échappait désormais à l'ex-Président Jiang Zemin, l'homme fort de 1989 à 2002. Lors du 19^{ème} Congrès de 2017, elle fut dévolue à **Zhao Leji**, autre fidèle du Président Xi.

Cinq mois plus tard en mars 2018, lors du Plenum de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP), **Yang Xiaodu**, autre homme de Xi prenait la présidence de la toute nouvelle Commission Nationale de la Supervision. **Zhang Jun** (张军), l'ex-ministre de la Justice relayait Cao Jianming au poste de procureur suprême—Cao était un des derniers lieutenants de Zhou Yongkang, l'ex-patron de toutes les polices de l'empire, à la tête de la Commission des Affaires politiques et législatives (zhèngfǎwěi, 政法委).

Ce qui pose la question de ce nouvel arrivant—qui est **Zhang Jun**, le nouveau procureur suprême ?



Né en 1956, Zhang Jun, dans l'orbite de **Wang Qishan**, gravite dans le circuit de la lutte anti-corruption depuis 2007 : il est un vétéran de la supervision du Parti. Juriste de formation, il est diplômé en droit de l'université de Jilin, titulaire d'une maîtrise de l'université de Hull (Grande-Bretagne) et docteur à celle de

Wuhan (Hubei), Promu vice-Président de la **Cour Suprême** en 2005, position qu'il conserverait jusqu'en 2012, Zhang s'impliquait alors dans la campagne « anti-mafieuse » (打黑运动, *dahei yundong*) des Triades de Chongqing. Ainsi, il choisissait alors clairement son camp, celui de Xi Jinping. Chongqing était à l'époque le fief de Bo Xilai.

En 2013, Zhang briguait discrètement le poste de Président de la Cour Suprême. Contre toute attente, c'est **Zhou Qiang** qui sortit de l'ombre pour prendre la place - un homme de l'écurie de **Zhang Chunxian**, proche de Jiang Zemin. Secrétaire au Xinjiang de 2010 à 2016, Zhang emboîtait le pas à celui que l'on a connu sous le nom de « roi du Xinjiang », Wang Lequan. Zhang Chunxian sera toutefois mis de côté de par Xi en 2017 de par son allégeance à Jiang Zemin. Lors du 19^{ème} Congrès de 2017, Zhang perdait son siège au Bureau Politique.

Comme lot de consolation, Zhang Jun devenait ministre de la Justice en 2017.

En mars 2018 lors de la session de l'ANP, les observateurs ne misent guère sur Zhou, candidat sortant, estampillé plutôt du bord politique de Jiang Zemin. D'autant que **Shen Deyong**, son n°2 est sur les rangs, et jouit d'un rapport personnel avec Xi Jinping, du temps où tous deux servaient à Shanghai. Ayant la confiance de Xi et la charge de publier les versions officielles de ses discours, il semblait bien parti. Or là encore, surprise : Shen n'obtient pas le poste, et sera transféré le 22 juin à la tête de la Commission sociale et juridique de la Conférence Consultative Politique nationale du Peuple Chinois (CCPPC).

Ainsi, Zhou Qiang rempile. Pour quelle raison ? Zhou a toujours derrière lui le poids de la « zhèngfǎwěi », encore influente. Pour Xi, il n'était guère utile de déployer des efforts pour écarter Zhou - il lui suffisait de faire contrôler l'institution *de facto* par Zhang Jun. En ce sens, la nomination de Zhang Jun comme procureur suprême, est capitale. À ce poste, il va permettre à la CCID de contrôler tous les pouvoirs et toutes les prérogatives de la procurature suprême, y compris le Bureau de l'anti-corruption interne du Parti (fǎntānjú - 反贪局).

Avec de tels outils à sa disposition, le trio **Zhao Leji - Yang Xiaodu - Zhang Jun** (cf photo) devient le nouveau bras armé de Xi Jinping contre toute opposition au sein du Parti. Une de ses missions sera de marginaliser la « zhèngfǎwěi », dont le secrétaire n'est autre que **Guo Shengkun**, allié de Zeng Qinghong, l'ex-fidèle exécutant de Jiang Zemin.

A cet effet, Xi Jinping annonçait lors du 19^{ème} Congrès fin 2017, la création d'un « Groupe Central directeur de promotion d'une gouvernance selon la loi ». Sa tâche serait d'« améliorer la législation, renforcer l'application des lois, et habituer l'opinion publique à voir prévaloir le droit ». Les attributions de ce groupe central sont encore floues, mais sa fonction devra être essentiellement pratique - un **outil de plus** aux mains du Président pour affaiblir ses opposants en reprenant par exemple, toutes ou parties des compétences de la « zhèngfǎwěi ».

Dans cette optique, les regards se tournent vers **Fu Zhenghua**, nouveau ministre de la Justice depuis mars 2018 : Fu garde une position plus qu'ambiguë aux yeux de Xi. Ex-vice-ministre de la Sécurité publique, Fu a d'abord été chef de la police de Pékin, et doit sa promotion au fait d'avoir efficacement dirigé l'enquête de corruption sur son ex-patron Zhou Yongkang. Mais ce faisant, il est un transfuge - d'une loyauté peu sûre !

Ces nominations en série laissent donc présager le maintien de la campagne anti-corruption pour la durée du second quinquennat de Xi (2018-2023) - à tout le moins. Et une fois les instances politiques purgées, il faut s'attendre à voir arriver le tour des consortia privés, nouveaux milliardaires qui ont fait leur fortune grâce à l'appui du pouvoir précédent. En difficulté, privés du crédit bancaire, ces groupes commencent à rechercher un accès aux places financières extérieures. Exemple parmi d'autres, **Meituan Dianping** et **Didi Chuxing**, en attente d'introduction en bourse de Hong Kong, voient depuis l'an passé leurs efforts contrés par les autorités financières, qui tentent d'enrayer une fuite massive des capitaux.

*Cet article reflète les opinions de l'auteur, pas nécessairement celles de la rédaction

Société : De l'avortement « conseillé » à « interdit » ?



Près de 50 ans après l'introduction du contrôle coercitif des **naissances**, la Chine fait face à deux problèmes démographiques urgents : son solde naissances-décès est devenu négatif, et le nombre de garçons dépasse fortement celui des filles, éliminées durant la grossesse par avortement sélectif. Suivant les statistiques, naissent en Chine 110 à 130 **garçons** pour 100 filles. En 2015, 34 millions de garçons se retrouvaient ainsi condamnés au célibat, devenus « branches mortes » (光棍—guānggùn) - fins de lignée. Depuis 1971, la Chine a connu 336 millions d'avortements. En 2015, le planning a été

assoupli, autorisant **deux enfants** par couple au lieu d'un. Les démographes espéraient 4 millions de naissances en plus par an, mais dès 2016, le résultat était décevant, avec 1,31 million : les Chinois ne veulent pas de deux enfants ou n'en ont pas les moyens.

Dans ce contexte, la décision publiée au **Jiangxi** le 15 juin, semble un test ordonné par Pékin pour tenter de changer la donne. Dans cette province désormais, passée la **14ème semaine** de grossesse, l'avortement est banni sauf pour cause médicale, contresignée par 3 docteurs. Or, à 14 semaines, le sexe de l'enfant est discernable : le dispositif tend donc à engager la responsabilité pénale des médecins, qui devraient refuser aux parents l'avortement de leur fille.

Avant le Jiangxi, une quinzaine de provinces avaient tenté de brider l'avortement, à commencer par le **Hunan** en 2004. Mais le Jiangxi est le premier à imposer un verrouillage contraignant. Il

donne l'exemple - libre aux autres provinces de le suivre suivant leur besoin plus ou moins aigu en renforcement de la natalité.

Toutefois, à peine émis, ce nouveau système suscite des résistances, de la part d'une opinion publique qui a mûri et s'est renforcée depuis les années 70, quand le Parti avait lancé sa politique de planning familial. Sur les réseaux sociaux, les critiques vont bon train : un internaute dénonce l'atteinte aux droits reproductifs et cite « *La servante écarlate* », série américaine de science-fiction où l'Etat a pris le contrôle complet des fonctions reproductives des femmes. « *Voix féminines* », un blog sur les questions de genres et les droits procréateurs de la femme, se fait le porte-parole des craintes de nombre de futures-mères : que l'Etat ne remplace brutalement le contrôle des naissances par un encouragement autoritaire de celles-ci, accompagné d'une disparition complète de la liberté d'interruption de grossesse.

Vins et spiritueux : Scoumoune dans le Bordelais



Tempête sur les châteaux bordelais ! Le 29 juin, l'OCRGDF, office français pour la répression de la grande délinquance financière, annonçait la saisie au second trimestre, de 10 châteaux du Libournais, propriétés du groupe **Haichang** de Dalian (Liaoning), dirigé par le tycoon **Qu Naijie**. 14 autres domaines de Haichang sont épargnés—ceux qui sont pour l'instant fiscalement en règle. Quatre ans d'enquête avec la police judiciaire, sans doute en liaison discrète avec Pékin, ont détéré une série de montages douteux, blanchiment de fraudes fiscales, escroquerie, transactions entre firmes françaises et offshore sans liens commerciaux, un prêt de 30 millions d'€

par l'agence parisienne d'**ICBC** sur base de documents falsifiés.

Dès 2014, le bureau national chinois d'audit signalait le détournement par Haichang de 43 millions d'€ qui avaient été alloués par l'Etat pour « *achat de biens technologiques* » à l'étranger. Dès 2017 en France, le personnel d'un château chinois du Bordelais dénonçait des mois de retards de salaires, et le *silence radio* du propriétaire. Faute d'instructions, les vignes n'étaient pas taillées, la vendange n'était pas faite, et le vin du millésime précédent dormait dans les cuves pleines, non embouteillé...

Les 24 châteaux avaient été acquis pour 55 millions d'€ entre 2010 et 2013, produisant 2 millions de bouteilles, exportées vers le marché chinois. Haichang, au départ firme d'affaires et de transports maritimes, touchait aussi à l'immobilier, au tourisme et à l'agriculture.

Les données manquent pour décrypter ce scandale, mais on ne peut que relever la convergence de lieu (Dalian) et

d'époque (début des années 2010) entre Haichang, firme provinciale du Liaoning, et Bo Xilai qui fut secrétaire du Parti dans la ville, puis pour la province. Durant son mandat, rien de ce qui ne se faisait à Dalian, n'avait lieu sans son accord—et Bo était le rival n°1 de Xi Jinping, dans la course au pouvoir. Une fois Xi Président, il a commencé à détricoter les grandes fortunes privées, seigneurs de province enrichis sous la protection de ses prédécesseurs.

Dès les années 2010, l'Etat français avait commencé à coopérer avec la Chine sur les cas d'évasion de fonds chinois sur son sol. Dans cette coopération, la justice française avance avec prudence : elle ne doit jamais se retrouver impliquée dans des affaires douteuses sous l'angle des droits de l'homme, mais elle doit aider le cas échéant l'Etat chinois à récupérer les actifs volés. Le gouvernement français peut y trouver un puissant incitatif : de telles saisies se soldent invariablement par une liquidation, puis par un partage entre les deux gouvernements – affaire lucrative !

Transports : Y a-t-il un pilote dans le métro ?



Sur le réseau de métro shanghaïen, **Keolis** exploite depuis peu la ligne Pujiang, une 3ème extension de la ligne 8, qu'il a cofinancé et contribué à équiper et bâtir. Dans l'océan des 680km de métro de la « tête du dragon », ces 7km et 6 stations ne sont qu'une goutte d'eau. Mais pas n'importe laquelle : c'est le 1er contrat de métro octroyé à un groupe étranger. Keolis, filiale **SNCF**, obtient pour 7 ans (pour commencer) l'exploitation et la maintenance, et paie 49% des coûts. *Made in China*, les 8 rames sur pneu sont un produit **Bombardier**.

C'est surtout la 1ère ligne de métro chinoise sans conducteur : les rames sont

pilotées automatiquement par le centre de contrôle au terminus. Cette technologie d'origine française fonctionne à Lille sans accident depuis 1983 et depuis en de nombreuses villes du monde. Pour préparer le personnel à cette manière de faire, des formateurs français sont venus à Shanghai et d'autres, chinois, ont participé à des stages en France.

Pour le réseau shanghaïen, ce métro automatisé comporte de nombreux atouts. L'économie d'une cabine du conducteur permet de créer des voitures plus petites, sécuritaires et rapides. La coordination à l'ordinateur permet aussi d'intensifier les fréquences. Il en résulte, à terme, une baisse des **coûts d'opération**. Sur cette ligne qui relie la cité d'affaires à des quartiers-dortoirs intensément peuplés, les rames circulent à 75km/h, une toutes les trois minutes. Concernant la sécurité, les opérateurs, qui sont cinq par jour et quatre par nuit, surveillent chaque wagon grâce à des caméras. Pour l'instant, la ligne reste sous-utilisée, ne convoyant que 30.000 personnes chaque jour. Une fois le public

habitué à son utilisation, 76.000 voyageurs sont attendus.

Pour **Marcellin Darrou**, CEO de Keolis Asia, cette réalisation de la ligne 8.3 permet de franchir le cap fatidique où la Chine peut constater la capacité effective du groupe à exploiter. Dès lors, sans attendre, d'autres contrats n'ont pas tardé : dès l'an prochain, Keolis lancera les navettes d'un terminal en construction à l'**aéroport de Pudong**. Et pour décembre, il va ouvrir les 34 km de ligne de **tramway** de Songjiang. À l'instar de la situation en France, le tramway était tombé en désuétude en Chine, avant de rentrer en grâce auprès de mairies redécouvrant sa souplesse d'utilisation. Pour ce dernier contrat, le matériel roulant sera signé **Alstom** et la signalisation, **Thales**. Et selon le mot de M. Darrou, « *tout le savoir-faire de nos maisons est mis à contribution* », pour convaincre Shanghai voire la Chine, qu'elle fait le bon choix. On le comprend : rien que sur Shanghai, le potentiel de développement en tramway, est évalué à 1000km.

Transports : Yangshan, port fantôme



À Shanghai, le terminal de **Yang-shan** est l'orgueil de ce premier port mondial, capable de traiter 750 millions de tonnes de vrac par an et 40 millions de conteneurs. On accède à Yangshan par une autoroute sur piles de 32km : bâti sur des îlots arasés, le port assure un tirant d'eau de 15m, capable de recevoir les plus imposants bâtiments.

En particulier, depuis décembre 2017, le **terminal n°4** offre au visiteur le spectacle hallucinant d'un port fantôme : ponts-grues se déplacent sans grutiers, stoppant droit au dessus du conteneur

pour le saisir du bout de leurs mâchoires, les faire évoluer par la voie des airs pour les reposer délicatement sur le pont du navire. Pas un docker à l'horizon : tout est piloté par la batterie d'ordinateurs de la tour de contrôle. Ce terminal aux 2,6km d'appointement compte 26 grues lourdes, 120 ponts-grues, 130 camions autonomes. Leur ballet coordonné permet de traiter plus de navires, en **réduisant leur temps** d'immobilisation. Ce système à intelligence artificielle renforce également la **sécurité**, éliminant les accidents liés à l'erreur humaine. Il réduit aussi la **pollution** de 10%.

La vague d'économie et d'automatisation touche aussi les navires, sous l'effort des armateurs. Battant le pavillon français de **CMA-CGM**, le porte-conteneurs *Theodore Roosevelt* peut charger 10.500 « boîtes »—ce qui le classe dans la catégorie des géants des mer. D'une superficie supérieure à quatre terrains de football, le navire est déjà tellement informatisé, robotisé que 26 hommes suffisent à le manœuvrer. L'équipage est

ukrainien et russe pour le commandement, philippin pour les matelots. Au poste de pilotage, une icône d'un saint russe protège le bâtiment, lui promet l'arrivée à bon port.

CMA-CGM, qui renforce ses liens avec l'armateur chinois **Cosco**, vient de commander en Chine neuf bâtiments d'une capacité double (22.000 « boîtes » de 40 pieds). Sous l'angle environnemental, ils seront plus performants, en divisant par deux le nombre de moteurs en circulation par nombre de conteneurs transportés. Surtout, ce moteur va passer à une propulsion au gaz de nouvelle génération, évitant ainsi le rejet dans l'atmosphère de carbone et de soufre.

Ayant ouvert son premier bureau en Chine en 1992, **CMA-CGM** entretient sur place 3200 emplois, et assure 88 lignes entre 16 ports du pays. Toutes les trois heures, un cargo battant son pavillon, largue les amarres de Chine !

Petit Peuple : Everest – Xia Boyu, trompe-la-mort (2ème partie)



[Résumé de la 1ère partie : Membre d'une expédition nationale, Xia Boyu a perdu ses jambes en 1975, lors de la conquête de l'Everest.](#)

Après l'amputation, **Xia Boyu** avait été bien traité, recevant un appartement et un emploi à Pékin, à l'Association Nationale d'Alpinisme.

Mais de jour comme de nuit le taraudait le sentiment de n'avoir pas été à la hauteur, d'avoir failli à sa mission, d'avoir manqué du souffle conquérant qui fait les héros : il lui fallait recouvrer son honneur.

Une fois la rééducation terminée, il imposa à son organisme un régime d'enfer. Qu'il pleuve ou qu'il vente, il s'arracha chaque matin du lit à 4 h pour deux heures d'exercices d'une férocité physique sans pareil. Quelques mois de ce régime recréèrent en lui l'athlète de haut niveau : il se mit à remporter l'un après l'autre les concours handisports nationaux et mondiaux. Des Etats-Unis, il rapportait les prothèses les plus modernes, légères, à amortisseurs et servomoteurs... Tout cela lui plaisait, mais sans parvenir à empêcher de trotter dans sa tête une idée fixe : l'Everest l'attirait toujours, comme « *la flamme le papillon de nuit* » (飞蛾扑火—fēi é pū huǒ). Cette passion avait failli lui être fatale, mais c'était son destin : il voulait prendre sa revanche.

En 2014, il grimpa à pied à 5364m, au camp de base de l'Everest versant népalais. Pour 30.000\$, une agence acceptait de l'emmener au sommet avec sept autres clients chinois et neuf sherpas pour porter les bagages. L'expédition devait durer un mois, avec trois ascensions destinées à l'acclimatation, pour réduire le stage en

zone « *de la mort* », au-delà de 8000m où l'on risquait hallucinations et œdèmes.

Au 3ème jour, hélas, une **avalanche** arasa la face Ouest : incapables de larguer à temps leurs fardeaux, 16 sherpas furent ensevelis sous des mètres de neige et roches. Suite à quoi par sécurité et par respect des disparus, les permis furent révoqués...

En 2015, Xia était de retour pour la « *fenêtre de tir* » de mars, sous une accalmie relative de blizzard et tempêtes. Avec jubilation, il retrouva ses effrayants à-pics, ses croupes neigeuses, ses vertigineuses moraines de caillasse et de glace, ses torrents bouillonnants de puissance indicible sous leurs ponts de câbles aux rubans bariolés. Mais alors qu'il s'apprêtait à sa seconde ascension intermédiaire, un **séisme** dévasta la région, jusqu'à Katmandou la capitale, causant des dizaines de milliers de morts, dont 22 au camp de base aplati sous les débris. Une fois de plus, la saison fut interrompue.

En 2016, Xia revint, empli d'une détermination désespérée—cette fois, ça marcherait ! A 68 ans, sans jambes, Xia en remontrait aux jeunots bronzés d'Europe et d'Amérique. Vint enfin le grand jour. La météo était bonne, on prit la piste. Les vallées furent descendues, remontées, les crevasses franchies sur les échelles de dural. Mais quelques heures plus tard quand ils n'étaient plus qu'à **94m** du sommet, tomba soudain la brume noire, le froid poignant, le blizzard aux menaçantes bourrasques forçant les hommes à trouver refuge derrière un cairn. Le camp de base ordonna le retour, au nom de la sécurité de toute la cordée. Prévoyant chez Xia le refus d'obtempérer, les responsables l'avaient mis en liaison satellitaire avec sa femme depuis Pékin – il captait sur son radio-téléphone. Elle le supplia : « *rentre à la maison ! Ces bêtises, c'est plus de ton âge. Reviens nous vivant, à ton fils et à moi !* » Xia devait prendre la décision la plus dure de sa vie. « *Pour moi, devait-il confesser, j'étais prêt à aller jusqu'au bout, quoiqu'il m'en coûte* ». Mais se retournant, il vit les regards des cinq sherpas, tous pères de familles... La mort dans l'âme, il accepta le demi-tour, tout en sachant qu'il sonnait le glas de

l'expédition.

De retour au camp, la cheffe de l'expédition le félicita pour ce courage, tout en ajoutant cette remarque d'une tonalité taoïste : « *chacun de tes échecs te rapproche du sommet* ». Il rentra donc à Pékin, rêvant au prochain essai... Mais voilà qu'en décembre 2017, le gouvernement népalais, soucieux de réduire les risques pour les sherpas, interdit soudain l'Everest aux amputés et aveugles... L'interdiction fit à Xia l'effet d'un coup de gong : le sens de sa vie, sa quête existentielle s'envolait !

Par bonheur, l'oukase du pouvoir généra immédiatement polémique, une opposition criant à la discrimination envers les handicapés. 90 jours plus tard, la Cour suprême annula la décision.

Xia fonça alors à Katmandou par le 1er avion : mi-avril 2018, permis en poche, il crapahutait vers le camp de base, accompagné de onze sherpas.

Le 14 mai à une heure du matin, non loin du sommet, le chef de l'expédition tira les hommes de leurs tentes : le ciel sans rides sous les étoiles qui palpitaient, le faible vent, annonçaient le temps idéal pour la marche finale. À 6h, ils étaient sur la cime à 8848m, se congratulant dans l'aube triomphale. Ca y est ! Ils avaient réussi ! Certes, sur la descente, les rejoignit la tempête. Par deux fois, les crampons de Xia, bloqués dans la glace, lui inspirèrent une belle frayeur. Enfin, le ciel se dégagant permit aux hommes fourbus de sauver leurs vies, regagnant le camp.

Deux jours plus tard, en pyjama à l'hôpital, une plaque noire de gel sur chaque joue, Xia pouvait confier la vérité au journaliste venu l'interviewer : « *Je peux le dire à présent, je hais le Qomolungma* » (l'Everest), *inhumain monstre de glace et de roches... Mais nous sommes quittes... J'ignore ce que je ferai, mais puis vous assurer d'une chose : sur ce mont-là, je ne retournerai jamais !* »

Xia, 69 ans, était prêt à chercher son ultime défi : quoi faire de plus haut, de plus douloureux, de plus héroïque que l'Everest ? Ce serait sa prochaine étape, et son dernier combat.

Rendez-vous : Semaines du 9 juillet au 2 septembre 2018



国电子展·西部

10-12 juillet, Chengdu, CEF - China Electronic Fair, Salon de l'électronique, des composants et instruments de tests

11-13 juillet, Shanghai : China Bevtek, Salon international des boissons, process et technologies



11-13 juillet, Shanghai : China Wedding Expo, Salon du mariage

11-13 juillet, Shanghai : Expo STARCH, Salon international dédié à l'amidon et leurs dérivés

11-13 juillet, Shanghai : PROPAK China, Salon international spécialisé dans la transformation alimentaire et l'emballage

11-14 juillet, Shanghai : PHOTO & IMAGING Shanghai, Salon de la photo et de l'image numérique

18-20 juillet, Shanghai : ALUMINIUM China, Salon asiatique de l'aluminium

18-20 juillet, Shanghai : ESBUILD, Salon des matériaux de construction et de la décoration intérieure



18-20 juillet, Urumqi : ICE Xinjiang, Salon international des engins et machines de chantier

18-20 juillet, Urumqi : IME Xinjiang, Salon international de l'industrie minière (Xinjiang)

25-27 juillet, Shanghai : CBME China, Salon de l'approvisionnement en produits de maternité et pour bébés

26-28 juillet, Shenzhen : B-Expo, Salon industriel de Shenzhen



27-29 juillet, Pékin : LUXURY China, Salon asiatique des produits de luxe

2-4 août, Qingdao, Salon international de Qingdao pour l'industrie des plastiques et du caoutchouc

3-5 août, Qingdao, Salon international pour les équipements industriels

15-17 août, Shanghai : AIFE, Salon international de l'agroalimentaire



15-17 août, Shanghai : SBW Expo, Salon professionnel

dédié à l'eau potable et à l'eau de source en bouteille

15-17 août, Shanghai : CIHIE, Salon international de l'industrie de la santé

16-18 août, Canton : POWER expo, Salon international du génie électrique et de l'électrotechnique



22-25 août, Shanghai : AQUARAMA, Le salon mondial de l'industrie aquatique - aquarium pour poissons et accessoires



22-26 août, Shanghai : PET Fair Asia, Salon des professionnels des animaux domestiques

23-25 août Shanghai : CTEF, Salon international des équipements et procédés chimiques